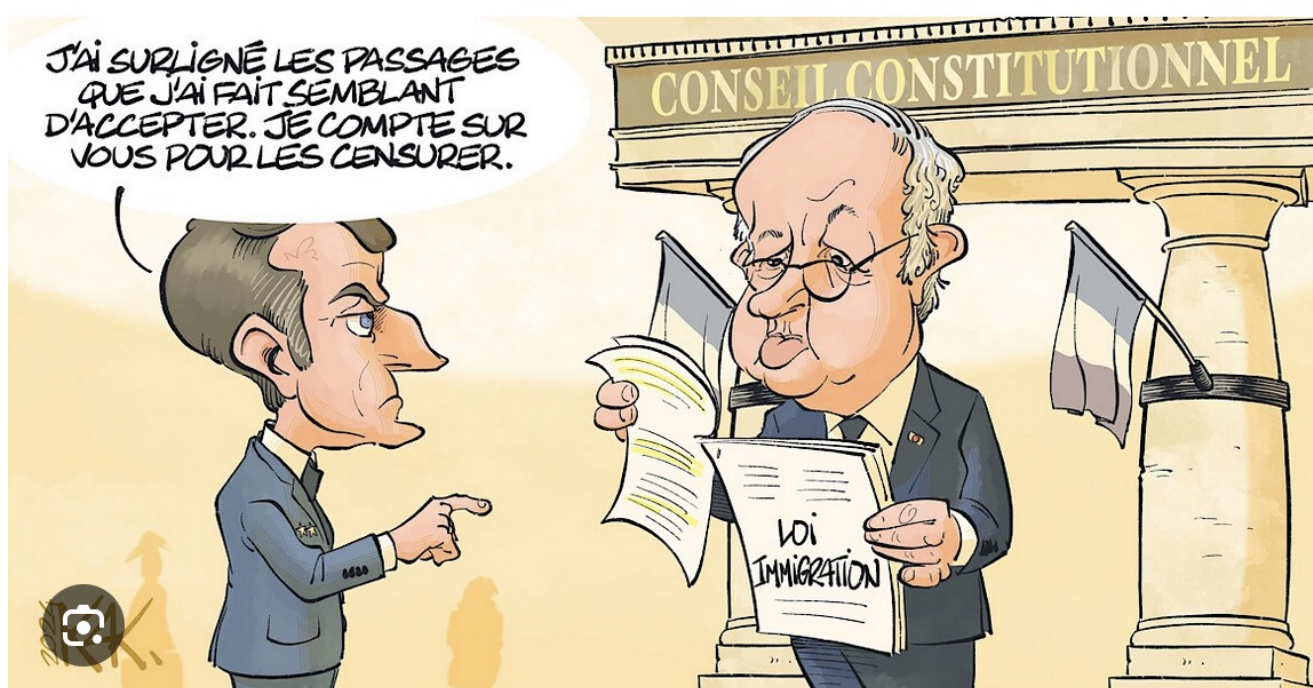


Si on rappelait au Conseil d'Etat et au Conseil constitutionnel leurs rôles ?

écrit par Manuel Gomez | 24 mai 2024



Il serait tout de même nécessaire de rappeler au Conseil d'Etat que son rôle est de rendre des avis juridiques au gouvernement et au parlement sur leurs projets de loi et de

réglementation « et que son pouvoir n'intervient qu'auprès des décisions de justice administrative : « *Le Conseil d'Etat ne vérifie que l'application de la loi et l'absence de vice de procédure* ». Et c'est tout !

Oui ! Car la question peut se poser ? Est-ce son rôle de statuer sur une subvention offerte à « SOS Méditerranée », sachant l'ambiguïté de son action pro-migration, avec la complicité des passeurs ?

Quant au Conseil Constitutionnel, son rôle est de contrôler la conformité de la loi à la Constitution et aux droits et libertés qui en découlent. Il n'a pas le pouvoir ni de modifier, ni d'interpréter, les lois de la Constitution « à sa manière » !

D'ailleurs, ne serait-il pas temps de « modifier » justement la présente « Constitution » ?

Très certainement et cela dans l'objectif, devant les dangers qui menacent notre civilisation et notre république, avec une première loi instituant « **la déchéance de nationalité** » pour tout binational condamné par une Cour d'Assises, ou pour « **récidives multiples** » ou encore « **pour actes, propos injurieux ou haineux contre la France** ».

Pourquoi cette modification est-elle parfaitement justifiée ? Parce que, et comme l'a très bien souligné, et fort justement, Jean-Luc Mélenchon : « *La population française a fortement changé et qu'une large minorité de ces « nouveaux Français » ne respectent pas les lois et les valeurs de la république.*

N'est-ce pas une raison suffisante ?

Manuel Gomez